

Une théorie scientifique de la crise et de son issue

Paul Boccara
Somme

économiste, 47 ans
membre du Comité central

A l'étape actuelle, moins que jamais il ne suffit de dénoncer les maux de la crise sur le plan économique : il faut montrer ses causes et les possibilités de l'issue démocratique.

Le pouvoir et le grand patronat prétendent que l'austérité, les licenciements, les démantèlements constituent le seul moyen de remonter la pente.

Eh bien non ! Ils aggravent, au contraire, la crise et menacent l'avenir.

Dans une interview à « l'Expansion », Raymond Barre déclare que « la priorité qui a été choisie a été le front extérieur » et qu'il faut expliquer « que le front extérieur commande tout le reste et d'abord l'emploi... »

Nous montrons, au contraire, que la crise de notre économie a, avant tout, ses causes dans les conditions nationales. Nous nous fondons, pour cela, non seulement sur l'expérience de notre classe ouvrière et de notre peuple, mais aussi sur l'analyse des faits, confirmée par les travaux importants de l'I.N.S.E.E., comme nous le prouvons dans les N^{os} 1 et 2 de notre nouvelle publication de recherche économique et politique, « Issues ». Cette analyse, portant sur l'évolution du rapport du capital matériel au produit net qui lui correspond, confirme que le gâchis des capitaux et des travailleurs, cumulé sur des années, en France même, est source de notre crise durable.

M. Barre se garde bien d'en parler. Ainsi, au mois de février il déclarait, au sujet de l'aggravation du chômage : « Le problème n'est pas de savoir si la France peut, ou non, supporter longtemps une telle situation, il

faut s'efforcer d'en comprendre les raisons objectives et d'y faire face. »

Ainsi, pour le Premier ministre, les travaux les plus sérieux de l'I.N.S.E.E. et l'expérience des travailleurs seraient sans importance pour comprendre les raisons objectives de la crise !

Mais c'est l'analyse marxiste qui, la première, a annoncé et expliqué la nouvelle crise de structure de l'économie. Oui, camarades, ce sont des économistes communistes qui, développant de façon très nouvelle la théorie marxiste, ont annoncé et analysé, les premiers, en France et dans le monde, la crise actuelle de l'économie capitaliste.

Et devant ces faits, un concert de publications proclame le marxisme mort et dépassé ; il faudrait libérer même les communistes du marxisme. Comme on les comprend ! Et certains, qui se prétendent des marxistes « critiques », leur emboîtent le pas, en dénigrant, sans la citer, la théorie que nous avons produite. Mais ce travail théorique n'est pas fini ; il sert de base pour développer, en liaison intime avec les luttes sociales, la théorie du nouveau type de croissance. Les progrès de cette théorie de la crise et de son issue témoignent de la chaleur de notre rayonnement théorique national et international.

Mais quelle crainte du débat pluraliste et public chez ceux qui ont le front de parler de fermeture et glaciation de notre part !

Quand la revue « l'Expansion » publiera-t-elle, par exemple, le débat auquel j'ai parti-

cipé en 1977, avec les économistes de divers courants, sur les causes de la crise, et les statistiques de l'I.N.S.E.E. ?

Mais ce qui est un scandale, c'est qu'une grande découverte française est interdite à la télévision, notre théorie de la crise !

Bien sûr, la crise, comme nous le disons aussi, a des dimensions internationales : mais c'est que dans toutes les nations du monde capitaliste on retrouve les mêmes gâchis, de capitaux et de travailleurs, qui désorganisent l'économie. Dire que la crise est internationale ne veut donc pas dire qu'elle provient de quelque chose qui est en dehors de chaque Etat-nation capitaliste, du prix des matières premières, des Arabes ou de l'émergence du tiers-monde..., que la domination du grand capital et du pouvoir développant les gâchis en France n'y serait pour rien... tandis que les autres responsables ce seraient ces autres boucs émissaires, les ouvriers, les travailleurs, les jeunes, les femmes qui voudraient une consommation et de l'emploi au-dessus des moyens autorisés à la France par la situation extérieure !

En réalité, la naissance de la crise économique de structure est bien antérieure à la hausse du prix du pétrole de la fin 1973. Dans les pays capitalistes d'Europe et les Etats-Unis, l'accélération de l'inflation commence dès 1967. Elle résulte de la nécessité de gonfler les profits et leur accumulation par la hausse des prix alors que deux choses nouvelles sont apparues dès 1965 pour la France : beaucoup trop de capital accumulé pour les profits qui peuvent être produits pour les rentabiliser, beaucoup trop d'exploitation des travailleurs pour pouvoir accroître la plus-value plus massivement encore.

C'est six mois avant la hausse du pétrole (février-mars 1973) que l'inflation s'accélère brutalement de nouveau pour passer le cap des 10 % annuels. Mais la hausse du pétrole ne fait que répondre à la hausse des prix industriels et aux gâchis des ressources énergétiques provoqués par les gâchis capitalistes en matériels de toute sorte (y compris dans la production pétrolière et nucléaire dominée par les multinationales).

Enfin, après 1974, le blocage et la baisse relative du prix du pétrole n'ont pas empêché l'inflation accélérée, et aussi sa relance ces derniers mois, avec la relance de la su-

raccumulation du capital en France comme aux Etats-Unis.

M. Barre truque les chiffres de la facture pétrolière alors que le pouvoir est responsable de la chute de nos achats de pétrole à l'Algérie (qui pourrait nous acheter beaucoup et réduire notre déficit) et de nos achats massifs à l'Arabie saoudite, liée aux Etats-Unis, qui nous achète trop peu, ce qui endette la France. C'est la politique giscardienne qui est responsable de notre déficit énorme vis-à-vis des Etats-Unis, de la R.F.A. et des Pays-Bas.

Cependant, pour les orientations du VIII^e Plan, le Commissaire Michel Albert répète que la contrainte extérieure rend nécessaires l'austérité, les démantèlements, les licenciements d'aujourd'hui afin d'assurer les emplois de demain par la réduction du coût des entreprises et le rétablissement de l'équilibre extérieur grâce à l'exportation.

C'est pourquoi il faut expliquer les causes de la crise et les conditions de l'issue démocratique.

1° Ce qui pèse sur les coûts de production, au plan national, ce sont les gâchis matériels et financiers de l'accumulation des profits en capitaux, les pillages sur les ressources publiques, les gâchis humains de la surexploitation dans l'entreprise et hors d'elle.

2° Austérité, licenciements, démantèlements diminuent le débouché national et international (car chaque pays capitaliste en fait autant), ce qui aggrave encore le chômage.

3° Austérité, licenciements, démantèlements dans tous les domaines, de la santé à l'éducation et la recherche en passant par les conditions de travail, s'opposent au progrès possible de la productivité par le développement des capacités humaines, les économies de matériels, grâce aux nouvelles technologies.

En outre, en s'attaquant au débouché intérieur et aux conditions de développement des travailleurs, on fragilise les productions françaises, facilite les importations excessives, aggrave les difficultés nationales au profit des groupes multinationaux à base ouest-allemande ou américaine, pendant que les groupes à base française concentrent au milieu des décombres et exportent les capitaux au détriment de l'emploi national.

Mais la domination de la R.F.A. sur la France ne profite pas aux travailleurs allemands, car en enfonçant la France dans la dépression on diminue finalement les échanges. Si cela fait la fortune des banquiers cela développe aussi le chômage des deux côtés.

Au contraire, nous proposons un nouveau type de croissance, de production, de consommation, de vie sociale pour la France, ce qui permettra une nouvelle coopération internationale. Nous avons commencé à en parler les premiers aussi, dès 1971. Il s'agit de mettre au centre de la société le développement des hommes et des femmes et non celui des profits accumulés en capitaux.

En répondant aux aspirations créatrices des ouvriers, des travailleurs manuels et intellectuels, des femmes, des jeunes on peut en finir avec les gâchis matériels et humains de la crise, on peut affranchir du carcan du grand capital le progrès technique audacieux de l'automation et de l'informatique et rendre possible une libération humaine sans précédent.

La production et la productivité capitalistes progressent en augmentant systématiquement les dépenses en moyens matériels de production accumulés et en dépouillant le plus possible, pour ce faire, les travailleurs et les ressources naturelles.

Mais désormais on peut et on doit faire autrement.

Développer les dépenses et l'utilisation de la science pour enrichir la vie et les capacités des hommes et des femmes et économiser les moyens matériels de production. Ce nouveau type de progrès de la productivité n'a pas pour but la production elle-même. C'est à une nouvelle civilisation, dépassant sur tous les plans la vieille société pourrissante, que nous appelons. La propriété sociale des grands moyens de production n'en est qu'une condition essentielle. Cette société nouvelle est liée à une prise en main de plus en plus directe par les travailleurs de leurs conditions d'existence, de l'atelier à l'entreprise, de la région à la nation, jusqu'aux relations internationales.

Il ne s'agit pas d'un monde lointain : c'est dès maintenant que nous appelons à lutter pour ces changements fondamentaux en liant l'action défensive de la vie actuelle à la conquête d'une vie autre et meilleure.

Le grand patronat et le pouvoir sont souvent contraints à négocier sous la pression des luttes. Bien sûr ils essaient de conserver l'essentiel, de récupérer les aspirations nouvelles pour augmenter encore l'exploitation, le profit et le capital. Mais ils développent aussi de nouvelles contradictions sur un terrain où ils sont menacés par les luttes. C'est pourquoi ils s'attaquent aux libertés et asservissent l'information. Mais ils ont beau menacer et mentir, nous développons dès maintenant les luttes pour la conquête de positions nouvelles par les travailleurs. C'est bon pour eux aujourd'hui, pour leur avenir et pour celui du pays.

C'est dans ces luttes multiformes que nous construisons l'union à la base pour une vie autre et meilleure, pour le socialisme autogestionnaire aux couleurs de la France.